Notes d'orientation

juin 2006
n° 2

Sécurité alimentaire

« La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine ».
(Sommet mondial de l'alimentation, 1996)

Cette définition amplement acceptée est centrée sur les aspects suivants de la sécurité alimentaire :

→ ***Disponibilité alimentaire:*** La disponibilité d'aliments en quantité suffisante et d'une qualité appropriée, dont l'approvisionnement est assuré par la production nationale ou les importations (y compris l'aide alimentaire).

→ ***Accès à la nourriture***: Accès de tous à des ressources adéquates (droits) leur permettant d'acquérir une nourriture adéquate et nutritive. Les droits sont définis comme l'ensemble de biens auxquels une personne est susceptible d'accéder en raison du contexte juridique, politique, économique et social de la communauté dans laquelle elle vit (y compris certains droits traditionnels tels que l'accès aux ressources communes).

→ ***Utilisation***: L'utilisation de la nourriture dans le cadre d'une diète adéquate, d'eau potable, d'assainissement et des soins de santé de façon à obtenir un état de bien-être nutritionnel qui permette de satisfaire tous les besoins physiologiques. Tous ces éléments soulignent le rôle des facteurs non alimentaires dans la sécurité alimentaire.

→ ***Stabilité***: Pour parvenir à la sécurité alimentaire, une population, un ménage ou une personne doit avoir un accès permanent à une nourriture adéquate. Cet accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de chocs soudains (par exemple, une crise économique ou climatique) ou par des événements cycliques (par exemple, une insécurité alimentaire saisonnière). Le concept de stabilité& peut donc concerner à la fois la disponibilité et l'aspect lié à l'accès à la sécurité alimentaire.

Évolution des concepts de politique en matière de sécurité alimentaire

Les concepts relatifs à la sécurité alimentaire ont évolué au cours des trente dernières années parallèlement à l'évolution de la pensée politique officielle (Clay, 2002; Heidhues et al, 2004).

Le terme est apparu au milieu des années 1970, lorsque le Sommet mondial de l'alimentation (1974) a défini la sécurité alimentaire en termes d'approvisionnement alimentaire, à savoir garantir la disponibilité et la stabilité des prix des produits alimentaires de base à l'échelon national et international.

« Capacité de tout temps d'approvisionner le monde en produits de base, pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix ».

En 1983, les études de la FAO se sont centrées sur l'accès à l'alimentation et ont conduit à une définition basée sur l'équilibre entre la demande et l'élément de l'offre de l'équation de la sécurité alimentaire:

«Assurer à toute personne et à tout moment un accès physique et économique aux denrées alimentaires dont elle a besoin » (FAO, 1983)

La définition a ensuite été révisée pour incorporer aux analyses de la sécurité alimentaire le niveau individuel et celui des ménages, outre le niveau d'agrégation régional et national. En 1986, la banque mondiale a publié le très important rapport sur la pauvreté et la faim (banque mondiale, 1986) qui faisait ressortir que la dynamique temporelle de l'insécurité alimentaire (Clay, 2002). Ce rapport a introduit les distinctions entre la sécurité alimentaire chronique, associé à des problèmes de pauvreté permanente ou structurelle et à de faibles revenus, et l'insécurité alimentaire transitoire liée à des périodes particulièrement critiques résultant de catastrophe naturelle, d'un marasme économique ou d'un conflit. Ce point de vue a été complété par la théorie de la famine de Sen (1981) qui a mis l'accent sur l'effet des droits personnels sur l'accès à la nourriture, tels que les ressources basées sur la production, de travailler, le commerce et le transfert.

La définition largement consensuelle du sommet mondial de l'alimentation (1996) renforcer la nature multidimensionnelle de la sécurité alimentaire et inclut les concepts de l'accès à l'alimentation, de disponibilité, d'utilisation de la nourriture et de la stabilité. Ce définition a donné lieu à des réponses de politique centrées sur la promotion et la récupération des possibilités de moyens d'existence. Ces méthodes fondées sur les moyens d'existence, proposées à l'origine par des universitaires tels que Chambers et Conway (1992), sont aujourd'hui au coeur des programmes de développement des organisations internationales. Ne sont de plus en plus souvent appliquées dans des contextes de crise et inclut les notions de vulnérabilité, d'affrontement des risques et de gestion des risques. En résumé, le rapport entre la sécurité alimentaire, la famine et les crises agricoles s'est aujourd'hui le pas à une analyse de la sécurité alimentaire comme concept social et politique (Devereux 2000).

Plus récemment, l'accent a été mis sur la dimension éthique et des droits de l'homme de la sécurité alimentaire doit le droit à la nourriture n'est pas un concept nouveau ; il est déjà présent dans la déclaration sur les droits de l'homme des Nations unies de 1948. En 1996, les participants au sommet mondial de l'alimentation ont un grand pas en avant en adoptant officiellement le droit à une nourriture adéquate. Ceci ouvrait la voie à la possibilité d'une approche fondée sur les droits de la sécurité alimentaire. Actuellement, ce droit à la nourriture est reconnu dans la constitution de plus de 40 pays et, selon les estimations de la FAO, le droit à la nourriture pourrait être un droit judiciaire dans quelque 54 pays (McClain-Nhlapo, 2004). En 2004, un groupe de travail intergouvernemental mis en place sous les auspices du Conseil de la FAO a mis au point une série de directives volontaires visant à faciliter la réalisation progressive du droit à une nourriture adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

Publié par la Division de l'économie agricole et du développement (ESA) de la FAO, avec le concours du programme de partenariat FAO-Pays-Bas et du Programme de sécurité alimentaire CE-FAO.

Division de l'économie agricole et du développement (ESA) de la FAO : http://www.fao.org/es/esa/
Programme de sécurité alimentaire CE-FAO: http://www.foodsecinfoaction.org/

L'état de la sécurité alimentaire dans le monde

Quelque 800 millions de personnes dans le monde souffrent de la sous-alimentation ; ce chiffre ne pas très peu varié depuis la période de base 1990 -- 92 des engagements contractés au sommet mondial de l'alimentation et à l'égard des objectifs du millénaire pour le développement, à savoir de réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim à l'horizon 2015.

Il est particulièrement préoccupant de constater l'existence de points chauds de la faim caractérisés par la persistance et la prévalence généralisées de l'insécurité alimentaire, en particulier dans le cadre de crises prolongées. À partir de mai 2006,39 pays dans le monde connaît ces deux graves crises alimentaires et avait besoin d'une aide extérieure pour faire face à une insécurité alimentaire critique : 25 en Afrique, 11 en Asie et dans le Proche-Orient, 2 en Amérique latine et 1 en Europe. Le tableau a indiqué clairement l'importance de l'intervention humaine dans l'apparition de ces crises, soit de façon directe (à la suite d'une guerre ou d'un conflit civil) ou en raison de l'interaction avec des risques naturels qui autrement seraient de moindre importance.

Tableau 1. Graves crises alimentaires, 2005

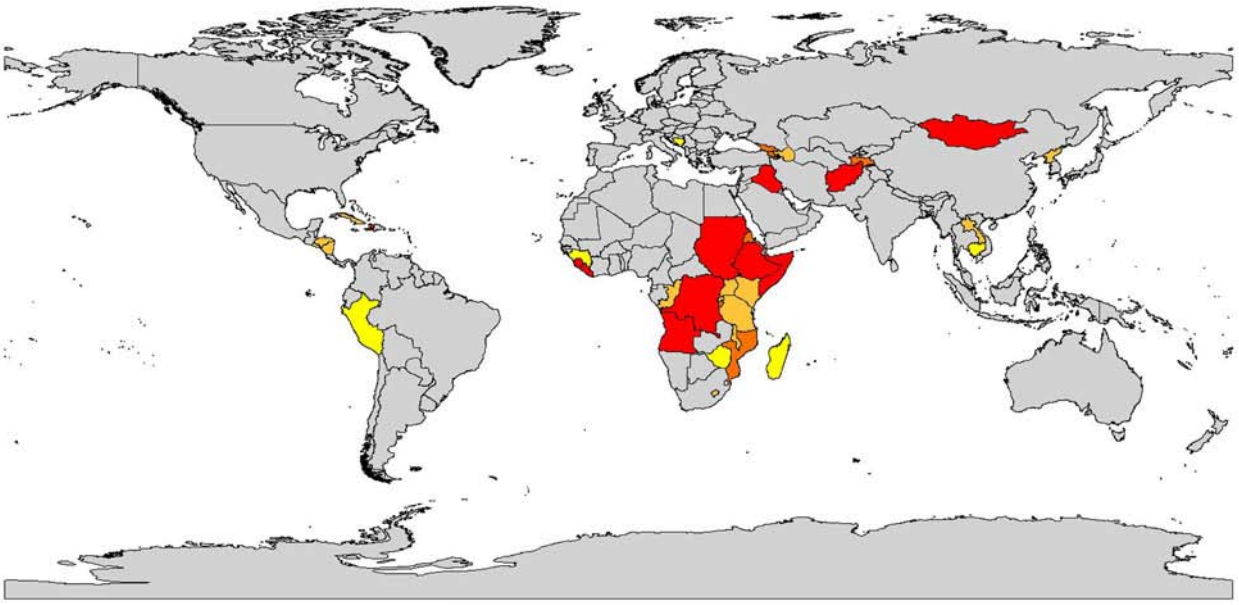
Variable dominante	Afrique	Asie	Amérique latine	Europe	Total
Humaine	10	3	1	1	15
Naturelle	8	7	1	0	16
Mixte	7	1	0	0	8
Total	25	11	2	1	39

Source : FAO, SMIAR, 2005

Insécurité alimentaire et les crises prolongées

Au cours des 20 dernières années, le nombre de crises alimentaires a augmenté d'une moyenne de 15 par an dans les années 1981 à plus de 30 par an à partir de l'an 2000. Les crises alimentaires les plus graves provoquées par l'intervention humaine qui persistent pendant plusieurs années sont considérés comme des crises prolongées. La plupart des crises prolongées touchent l'Afrique, où le nombre moyen de crise a triplé au cours des 20 dernières années. Ces crises sont essentiellement favorisées par les conflits armés, souvent accompagnés de sécheresses, d'inondations et des effets de la pandémie du sida. L'incidence de ce facteur sur la production alimentaire et la sécurité alimentaire a été catastrophique pour des millions de personnes qui sont obligées de quitter leurs foyers, ans l'impossibilité de travailler leurs terres, coupés des marchés où ils peuvent écouler leurs produits ainsi que des approvisionnements commerciaux de semences, d'engrais et du crédit.

Graphique 1



Pays victimes de crises alimentaires consécutives (1986-2005)
sur la période 1986-2005 y compris

< 5 années
5 - 8 années
9 - 11 années
12 - 14 années
> 15 années

Les crises prolongées présentent plusieurs applications pour les interventions en matière de sécurité alimentaire:

→ Les demandes d'assistance en raison de crises provoquées par des conflits s multiplient, ainsi que la fréquence des catastrophes naturelles. L'interaction entre les catastrophes naturelles et celles provoquées par l'homme aggravent les crises et pose des problèmes pratiques d'évaluation, par exemple en matière de sécurité.

→ La nature et l'ampleur de l'aide humanitaire varient selon que les pays associent le développement de la gestion des risques de catastrophe, l'état de préparation et de réponses aux crises à la transition vers des stratégies de développement durable.

→ Les crises complexes exigèrent une planification à longue échéance plutôt que des évaluations ponctuelles, pour des situations qui se prolongent dans le temps et varient en fonction du moment et de l'espace.

Les priorités de l'action de la FAO en matière de sécurité alimentaire

L'action sur deux fronts de la FAO pour combattre la faim fait appel à la fois au développement agricole et rural durable et à des programmes ciblés visant à renforcer l'accès direct à la nourriture de la part des plus nécessiteux.

Comme indiqué dans le tableau 2, le premier front concerne les mesures de récupération destinée à mettre en place des systèmes alimentaires capables de résister. Les principaux facteurs qui compromettent cette capacité de résistance des systèmes alimentaires sont la structure de l'économie alimentaire dans son ensemble, ainsi que ses composantes telles que la production agricole, la technologie, la diversification du traitement des produits alimentaires, les marchés et la consommation. Le deuxième front porte que sur l'évaluation des différentes possibilités d'apporter un soutien au groupe vulnérable. L'analyse de la vulnérabilité permet d'avoir une vision prospective des dynamiques de la sécurité alimentaire qui permette d'accorder une importance explicite au risque et aux possibilités de le gérer.

Ces deux fronts sont censés se renforcer mutuellement et l'interaction positive qui doit en découler devrait faciliter la voie de la récupération. Par exemple, la gestion des risques va bien au-delà d'apporter une assistance à ceux qui sont touchés par un événement particulier et de répondre à leurs besoins alimentaires immédiats. Il existe toute une panoplie de possibilités permettant de résoudre les problèmes de sécurité alimentaire à plus long terme moyennant un développement agricole et rural durable qui permettra de prévenir et de mitiger les risques.

Tableau 2

Action sur deux fronts	Disponibilité	Accès et utilisation	Stabilité
Développement rural/gains de productivité	Renforcement de l'approvisionnement alimentaire pour les plus vulnérables Amélioration de la production rurale de produits alimentaires, en particulier chez les petits exploitants Investissement en infrastructures rurales Investissement en marchés ruraux Revitalisation du secteur de l'élevage Réhabilitation et conservation des ressources Renforcer les revenus et d'autres droits à la nourriture	Rétablissement des institutions rurales Renforcement de l'accès aux actifs Renforcement de l'accès à la terre Revitalisation des systèmes ruraux de financement Consolidation du marché de la main-d'oeuvre Mise en place de mécanismes garantissant l'innocuité des aliments Programmes de réhabilitation sociale	Diversification de l'agriculture et de l'emploi Suivi de la sécurité alimentaire de la vulnérabilité Approche des causes structurelles de l'insécurité alimentaire Réintégration des réfugiés et personnes déplacées Élaboration d'analyses de risque et gestion Revitalisation de l'accès aux mécanismes de crédit et d'épargne
Accès direct et immédiat à la nourriture	Aide alimentaire Secours en matière de semences/ intrants Reconstitution des stocks de bétail Dynamisation du marché	Transferts : en produits alimentaires/ en espèces Redistribution des actifs Programmes de réhabilitation sociale Programmes interventions en matière de nutrition	Rétablissement des réseaux de sécurité sociale Suivi de la vulnérabilité immédiate et des effets de l'intervention Effort de construction de la paix

[1] Voir P. Pingali, L. Alinovi and Jacky Sutton (2005): Food Security in Complex Emergencies: Building Food Systems Resilience.

À la lumière du cadre conceptuel de cette action sur deux fronts, la stratégie globale de la FAO se caractérise donc par les principes suivants (Stamoulis & Zezza, 2003):

→ ***Action centrée sur la sécurité alimentaire*** : il faut garantir que les objectifs de sécurité alimentaire soient incorporés aux stratégies nationales de réduction de la pauvreté tout en tenant compte de l'incidence au niveau national, sous-national, familial et individuel et qu'ils soient particulièrement ciblés sur la réduction de la faim et de l'extrême pauvreté.

→ ***Promotion d'une croissance agricole et rurale durable et à base élargie***: favoriser un développement agricole durable tant du point de vue de l'environnement que social en tant que pilier de la croissance économique.

→ ***Mener une action portant sur l'entièreté de l'espace rural*** : aller au-delà l'exploitation agricole et inclure les possibilités de revenus non agricoles.

→ ***Mener une action attaquant les causes profondes de l'insécurité alimentaire*** : promouvoir non seulement les gains de productivité mais aussi l'accès aux ressources, la propriété foncière, les bénéfices en termes d'emploi et d'éducation.

→ ***Action visant à aborder les dimensions urbaines de la sécurité alimentaire*** : tenter de résoudre les seuls facteurs qui sont à la base de l'aggravation de la pauvreté urbaine et du amélioration de la sécurité alimentaire compte de disponibilité est taxée, de développement du marché, de gestion des ressources naturelles et d'accès aux services de base.

→ ***Action visant à aborder les questions transversales*** : prendre en compte les politiques nationales et internationales ainsi que les éléments qui interviennent dans la mise en oeuvre et l'incidence, tels que la réforme du secteur public et, de la décentralisation, la paix et la sécurité, les réformes de politique commerciale et macro-économique.

→ ***Encourager la participation de toutes les parties prenantes au dialogue afin de déboucher sur l'élaboration des stratégies nationales***. Parvenir à un consensus large sur les thèmes abordés, les objectifs et les solutions.

Pour en savoir plus

Clay, E. 2002. *Food Security: Concepts and Measurement*, Paper for FAO Expert Consultation on Trade and Food Security: Conceptualising the Linkages Rome, 11-12 July 2002. Published as Chapter 2 of Trade Reforms and Food Security: conceptualising the linkages. Rome: FAO, 2003.

Committee on World Food Security (CFS) 2005, *Assessment of the World Food Security Situation*, Rome

Devereux, S. and Maxwell, S. (eds) (2001). *Food security in sub-Saharan Africa,* London: ITDG

McClain-Nhlapo (2004) *Implementing a Human Rights Approach to Food Security*. 2020 Africa Conference IFPRI, Policy Brief 13

FAO, AHP (2002) *Anti Hunger Programme: Reducing hunger through agriculture and rural development and wider access to food*, FAO, Rome.

FAO (1983). *World Food Security: a Reappraisal of the Concepts and Approaches. Director Generals Report*, Rome

World Bank. 1986. *Poverty and Hunger: Issues and Options for Food Security in Developing Countries*. Washington DC.

Heidhues, F., Atsain, A., Nyangito, H. Padilla, M., Ghersi, G. & J. Le Vallée (2004) *Development Strategies and Food and Nutrition Security in Africa: An Assessment.* 2020 Discussion Paper No. 38.

Pingali, P., Alinovi, L. & Sutton,J. (2005) Food Security in complex emergencies: enhancing food system resilience*. Disasters,* Volume 29, June 2005

Sen, A. (1981) *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation.* Clarendon Press, Oxford

Stamoulis, K., Zezza, A. (2003) *A Conceptual Framework for National Agricultural, Rural Development, and Food Strategies and Policies.* ESA Working Paper No. 03-17

World Food Summit 1996, *Rome Declaration on World Food Security.*

Les notes d'orientation sont des documents de travail. Veuillez faire parvenir vos commentaires à l'adresse suivante: esa@fao.org.